

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 612

[2004/203610]

17 FEVRIER 2005. — Arrêté royal portant exécution des dispositions de la loi du 3 mai 2003 portant réglementation du contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime et améliorant le statut social du marin pêcheur (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 mai 2003 portant réglementation du contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime et améliorant le statut social du marin pêcheur, notamment les articles 3, alinéa 2, 7, § 1<sup>er</sup>, 8, alinéa 2, 9, § 3, 23, 26, 29, alinéa 2, 35, § 2, 66 et 72;

Vu l'avis de la Commission paritaire de la pêche maritime, donné le 16 avril 2004, le 4 mai 2004 et le 22 septembre 2004;

Vu l'avis 37.530/1/V du Conseil d'Etat, donné le 27 juillet 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Emploi et de notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *De l'agrément du marin pêcheur*

Section 1<sup>re</sup>. — Conditions et modalités  
plus précises pour l'agrément comme marin pêcheur

**Article 1<sup>er</sup>** - § 1<sup>er</sup>. Les marins pêcheurs sont agréés par une commission administrative composée paritairement, dénommée ci-après "la commission administrative", instituée par la Commission paritaire de la pêche maritime.

§ 2. Cette commission administrative est composée de :

1<sup>o</sup> un président et un vice-président;

2<sup>o</sup> trois membres effectifs et trois membres suppléants désignés par les organisations d'employeurs représentées au sein de la commission paritaire;

3<sup>o</sup> trois membres effectifs et trois membres suppléants désignés par les organisations de travailleurs représentées au sein de la commission paritaire;

4<sup>o</sup> un secrétaire.

§ 3. La Commission paritaire de la pêche maritime prend régulièrement connaissance des activités et des décisions de la commission administrative.

§ 4. Les dispositions de l'arrêté royal du 6 novembre 1969 déterminant les modalités générales de fonctionnement des commissions et des sous-commissions paritaires, ainsi que les règles particulières, prévues à l'article 8 du présent arrêté, s'appliquent au fonctionnement de la commission administrative.

Les autres modalités relatives au fonctionnement de la commission administrative sont fixées par le règlement intérieur.

**Art. 2.** - Le fonds de sécurité d'existence de ce secteur, appelé "Zeevissersfonds", en vertu de la loi du 7 janvier 1958 concernant le Fonds de sécurité d'existence mise en œuvre par la convention collective de travail du 29 août 1986, fait parvenir à la commission administrative la liste des marins pêcheurs qui doivent être agréés.

**Art. 3.** - L'agrément comme marin pêcheur est accordé pour une durée indéterminée.

Lors de l'agrément, un numéro d'agrément est attribué au marin pêcheur. Une carte d'agrément lui est délivrée en même temps. Des modalités plus précises quant à la forme et au contenu de la carte d'agrément sont, en outre, fixées par la Commission paritaire de la pêche maritime.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 612

[2004/203610]

17 FEBRUARI 2005. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de bepalingen van de wet van 3 mei 2003 tot regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepdienst voor de zeevisserij en tot verbetering van het sociaal statuut van de zeevisser (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 mei 2003 tot regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepdienst voor de zeevisserij en tot verbetering van het sociaal statuut van de zeevisser, inzonderheid op de artikelen 3, tweede lid, 7, § 1, 8, tweede lid, 9, § 3, 23, 26, 29, tweede lid, 35, § 2, 66 en 72;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, gegeven op 16 april 2004, 4 mei 2004 en 22 september 2004;

Gelet op het advies 37.530/1/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en Onze Minister van Sociale Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Erkenning van de zeevisser*

Afdeling 1. — Voorwaarden en nadere regelen  
van de erkenning als zeevisser

**Artikel 1.** - § 1. De zeevissers worden erkend door een paritair samengestelde administratieve commissie, hierna genoemd "de administratieve commissie", opgericht binnen het Paritair Comité voor de zeevisserij.

§ 2. Deze administratieve commissie is samengesteld uit :

1<sup>o</sup> een voorzitter en een ondervoorzitter;

2<sup>o</sup> drie gewone en drie plaatsvervangende leden aangewezen door de werkgeversorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité;

3<sup>o</sup> drie gewone en drie plaatsvervangende leden aangewezen door de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité;

4<sup>o</sup> één secretaris.

§ 3. Het Paritair Comité voor de zeevisserij neemt op regelmatige tijdstippen kennis van de werkzaamheden en beslissingen van de administratieve commissie.

§ 4. De bepalingen van het koninklijk besluit van 6 november 1969 tot vaststelling van de algemene regels voor de werking van de paritaire comités en paritaire subcomités, alsmede de bijzondere regels, zoals bepaald in artikel 8 van dit besluit, zijn van toepassing op de werking van de administratieve commissie.

De overige regelen inzake de werking van de administratieve commissie worden bij huishoudelijk reglement bepaald.

**Art. 2.** - Het fonds voor bestaanszekerheid van de sector, genaamd het "Zeevissersfonds", krachtens de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 29 augustus 1986, bezorgt de administratieve commissie de lijsten met zeevissers die voor erkenning in aanmerking komen.

**Art. 3.** - De erkenning als zeevisser wordt voor onbepaalde duur verleend.

Bij de erkenning wordt aan de zeevisser een erkenningsnummer toegekend. Tevens wordt hem een erkenningskaart afgeleverd. De nadere regelen inzake de vorm en inhoud van de erkenningskaart worden verder door het Paritair Comité voor de zeevisserij bepaald.

**Art. 4.** - Le travailleur qui remplit les conditions qui suivent entre en ligne de compte pour l'agrément comme marin pêcheur :

1° être âgé de 18 ans minimum ou avoir satisfait à l'obligation scolaire à temps partiel;

2° être déclaré médicalement apte;

3° disposer d'une connaissance suffisante des langues pour pouvoir comprendre les ordres du commandant;

4° disposer des certificats d'aptitude à la navigation et de l'aptitude professionnelle, comme demandé pour certaines catégories de marins pêcheurs;

5° disposer de l'aptitude technique nécessaire;

6° avoir obtenu le certificat relatif au suivi des cours préparatoires de sécurité du travail ou pouvoir prouver que l'on a suivi des formations équivalentes à celle-là.

**Art. 5.** - § 1<sup>er</sup>. Pour conserver son agrément, le marin pêcheur agréé doit satisfaire à une norme de prestations minimales. Il doit, à compter de la date de l'agrément comme marin pêcheur, pendant une période de référence qui court du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars inclus, avoir presté au minimum 100 jours de travail à bord d'un navire de pêche belge dans le cadre d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime. Cette norme s'applique à toutes les catégories de marins pêcheurs sans distinction.

§ 2. Lorsqu'un marin pêcheur est agréé au cours de la période de référence, la norme de prestations minimales visées au § 1<sup>er</sup> doit être appliquée de manière proportionnelle à la partie restante de cette période.

§ 3. Pour l'application de la norme de prestations minimales visée au § 1<sup>er</sup>, sont considérés comme des jours de travail compris dans la période de référence concernée tous les jours qui entrent dans le cadre d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime, tel que décrit par l'article 8, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 3 mai 2003 portant réglementation du contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime et améliorant le statut social du marin pêcheur, dénommée ci-après "la loi du 3 mai 2003".

Pour l'application de la norme de prestations minimales visée au § 1<sup>er</sup>, sont aussi assimilés à des jours de travail pendant la période de référence concernée :

1° les jours d'incapacité de travail du marin pêcheur à la suite d'un accident du travail survenu durant et par le fait de l'exécution d'un contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime;

2° les jours durant lesquels le marin pêcheur figure sur la liste d'attente visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail du 4 février 2003 portant modification et coordination des statuts du "Zeevissersfonds";

3° éventuellement d'autres jours, dans des circonstances exceptionnelles et motivées, lesquelles sont appréciées par la commission administrative.

§ 4. Les données nécessaires au sujet des prestations du marin pêcheur pendant la période de référence sont communiquées à la commission administrative par l'organisation agréée d'employeurs visée à l'article 14.

## Section 2. — Suspension et retrait de l'agrément comme marin pêcheur

**Art. 6.** - La commission administrative peut suspendre l'agrément comme marin pêcheur :

1° si une enquête administrative l'exige pendant la procédure de retrait de l'agrément;

2° lorsque le marin pêcheur agréé est déclaré temporairement médicalement inapte;

3° à la demande du marin pêcheur agréé qui souhaite se retirer temporairement du secteur de la pêche maritime;

4° à la demande du marin pêcheur agréé en vue d'une occupation temporaire dans une autre subdivision de la société ou dans un autre sous-secteur qui ressort à la Commission paritaire de la pêche maritime.

Chaque cas de suspension de l'agrément est examiné individuellement.

**Art. 4.** - De werknemer die aan de volgende voorwaarden voldoet, komt in aanmerking voor de erkenning als zeevisser :

1° minimum 18 jaar zijn of voldaan hebben aan de deeltijdse leerplicht;

2° medisch geschikt verklaard zijn;

3° over voldoende talenkennis beschikken om de bevelen van de gezagvoerder te kunnen begrijpen;

4° beschikken over de vaartbevoegdheidsbewijzen en de beroepsbekwaamheid, zo dit voor bepaalde categorieën van zeevissers vereist wordt;

5° over de nodige technische bekwaamheid beschikken;

6° het attest met betrekking tot het volgen van de voorbereidingslessen veilig werken hebben bekomen of kunnen aantonen dat men daaraan gelijkgestelde opleidingen heeft gevolgd.

**Art. 5.** - § 1. Om zijn erkenning te behouden, moet de erkende zeevisser aan een minimumprestatienorm voldoen. Hij moet, te rekenen vanaf de datum van erkenning als zeevisser, gedurende een referteperiode die loopt van 1 april tot en met 31 maart minimum 100 arbeidsdagen gepresteerd hebben aan boord van een Belgisch vissersschip in het kader van een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij. Deze norm geldt zonder onderscheid voor alle categorieën van zeevissers.

§ 2. Wanneer een zeevisser in de loop van de referteperiode wordt erkend, dient de bij § 1 bedoelde minimumprestatienorm voor het resterend gedeelte van die periode naar evenredigheid te worden toegepast.

§ 3. Voor de toepassing van de bij § 1 bedoelde minimumprestatienorm worden al de dagen die deel uitmaken van een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij, zoals omschreven bij de artikel 8, leden 1 en 2 van de wet van 3 mei 2003 tot regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij en tot verbetering van het sociaal statuut van de zeevisser, hierna genoemd "de wet van 3 mei 2003", binnen de beschouwde referteperiode als arbeidsdagen beschouwd.

Worden voor de toepassing van de bij § 1 bedoelde minimumprestatienorm voor de beschouwde referteperiode tevens met arbeidsdagen gelijkgesteld :

1° de dagen van arbeidsongeschiktheid van de zeevisser ten gevolge van een arbeidsongeval dat zich tijdens en door het feit van de uitvoering van een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij heeft voorgedaan;

2° de dagen gedurende dewelke de zeevisser voorkomt op de wachtlijst bedoeld bij artikel 4, § 1, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2003 tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Zeevissersfonds;

3° eventuele andere dagen, in uitzonderlijke en gemotiveerde omstandigheden, welke door de administratieve commissie worden beoordeeld.

§ 4. De nodige gegevens omtrent de prestaties van de zeevisser over de referteperiode, worden door de erkende organisatie van werkgevers, bedoeld bij artikel 14, aan de administratieve commissie meegedeeld.

## Afdeling 2. — Schorsing en intrekking van de erkenning als zeevisser

**Art. 6.** - De administratieve commissie kan de erkenning als zeevisser schorsen :

1° ingeval een administratief onderzoek zulks vereist tijdens de procedure tot intrekking van de erkenning;

2° wanneer de erkende zeevisser tijdelijk medisch arbeidsongeschikt wordt verklaard;

3° op verzoek van de erkende zeevisser die zich tijdelijk uit de zeevisserijsector wenst terug te trekken;

4° op verzoek van de erkende zeevisser met het oog op een tijdelijke tewerkstelling in een ander onderdeel van de rederij of in een andere subsector die onder het Paritair Comité voor de zeevisserij ressorteert.

Elk geval van schorsing van de erkenning wordt individueel onderzocht.

**Art. 7.** - La commission administrative peut retirer l'agrément comme marin pêcheur :

1° lorsque le marin pêcheur agréé n'a pas satisfait à la norme de prestations minimales durant la période de référence;

2° lorsque le marin pêcheur agréé se rend coupable d'un fait constitutif d'un motif grave au sens de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou qui mène à un débarquement immédiat pour motif grave au sens de l'article 53 de la loi du 3 mai 2003;

3° lorsqu'il est prouvé que le marin pêcheur agréé est définitivement dans l'impossibilité physique ou mentale de poursuivre l'exécution de ses tâches de marin pêcheur;

4° lorsque le marin pêcheur agréé refuse de produire les documents que la commission administrative lui a demandés conformément à l'article 8, § 3.

Chaque cas de retrait de l'agrément est examiné individuellement.

**Art. 8.** - § 1<sup>er</sup>. Lorsque la commission administrative a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément d'un marin pêcheur, le secrétaire de ladite commission l'invite à se présenter devant cette commission à la date qu'il lui indique.

Si le marin pêcheur se présente à la date fixée, la décision de la commission administrative lui est communiquée oralement au cours de la séance et lui est ensuite confirmée par lettre recommandée à la poste. La décision de suspension ou de retrait entre en vigueur le jour de la séance au cours de laquelle elle est prise.

Si le marin pêcheur ne se présente pas à la date fixée, il est convoqué à une prochaine séance de la commission par lettre recommandée à la poste. La commission peut prendre une décision par défaut si le marin pêcheur ne s'est pas présenté avant la fin de la seconde séance à laquelle il a été convoqué, conformément à l'alinéa 2. La décision prise par défaut est notifiée à l'intéressé par le secrétaire de la commission dans les huit jours de son prononcé, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée produisant ses effets le troisième jour qui suit la remise du pli à la poste.

Le marin pêcheur peut faire opposition à cette décision dans un délai de huit jours à dater de la notification qui lui a été faite. Pour faire valablement opposition, le marin pêcheur doit, soit comparaître personnellement devant le secrétaire de la commission, soit lui adresser une lettre recommandée à la poste. Le secrétaire de la commission convoque le marin pêcheur à une nouvelle séance de cette commission par lettre recommandée. Le marin pêcheur qui se laisse juger une seconde fois par défaut n'est plus admis à formuler une nouvelle opposition.

§ 2. Le marin pêcheur peut se faire assister pour sa défense au cours de la procédure de suspension ou de retrait de l'agrément

§ 3. La commission administrative peut inviter le marin pêcheur à produire tout document utile à l'examen visant à déterminer s'il est satisfait à une condition de suspension ou de retrait de l'agrément comme marin pêcheur.

**Section 3.** — De la perte d'office de l'agrément comme marin pêcheur

**Art. 9.** - L'agrément comme marin pêcheur prend d'office fin dans les cas suivants :

1° en cas de décès du marin pêcheur agréé;

2° en cas de pension de retraite du marin pêcheur agréé;

3° en cas de retraite anticipée du marin pêcheur agréé;

4° lorsque le marin pêcheur exerce un autre métier pendant une période qui dépasse quatre semaines, en dehors du cas de la suspension de l'agrément à la demande du marin pêcheur agréé visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

5° lorsque le marin pêcheur renonce explicitement ou de fait à son agrément; par renoncement de fait, on entend toute attitude et/ou manière d'agir du marin pêcheur qui démontre clairement qu'il ne souhaite plus travailler comme membre d'équipage sur un navire de pêche dans le cadre d'un contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime.

**Art. 7.** - De administratieve commissie kan de erkenning als zeevisser intrekken :

1° wanneer de erkende zeevisser over de referentieperiode de minimumprestatienorm niet heeft behaald;

2° wanneer de erkende zeevisser zich schuldig heeft gemaakt aan een feit dat een dringende reden uitmaakt in de zin van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of dat leidt tot een onmiddellijke ontschepping om ernstige redenen in de zin van artikel 53 van de wet van 3 mei 2003;

3° wanneer bewezen is dat de erkende zeevisser definitief in de lichamelijke of geestelijke onmogelijkheid is zijn taak van zeevisser verder uit te voeren;

4° wanneer de erkende zeevisser weigert de documenten voor te leggen waartoe de administratieve commissie heeft verzocht overeenkomstig artikel 8, § 3.

Elk geval van intrekking van de erkenning wordt individueel onderzocht.

**Art. 8.** - § 1. Wanneer de administratieve commissie het voornemen heeft de erkenning van een zeevisser te schorsen of in te trekken, dan wordt deze laatste door de commissiesecretaris op de door hem vastgestelde datum uitgenodigd om zich aan te bieden voor deze commissie.

Wanneer de zeevisser zich op de vastgestelde datum aanbiedt, wordt de beslissing van de administratieve commissie hem mondeling ter zitting meegedeeld en nadien per aangetekende brief bevestigd. De beslissing tot schorsing of intrekking gaat in vanaf de dag van de zitting tijdens dewelke zij is genomen.

Wanneer de zeevisser zich niet op de vastgestelde datum aanbiedt, wordt hij bij aangetekend schrijven opgeroepen voor een volgende zitting van de commissie. De commissie kan bij verstek een beslissing nemen indien de zeevisser zich niet aangeboden heeft vóór het einde van de tweede zitting waarvoor hij opgeroepen werd overeenkomstig het tweede lid. De bij verstek genomen beslissing wordt aan de belanghebbende betekend door de commissiesecretaris binnen acht dagen na haar uitspraak, hetzij bij deurwaardersexploot, hetzij bij aangetekend schrijven dat uitwerking heeft op de derde werkdag na de datum van verzending.

Binnen acht dagen na de betekening kan de zeevisser verzet aantekenen tegen deze beslissing. Om op geldige wijze verzet te kunnen aantekenen, moet de zeevisser, hetzij persoonlijk voor de commissiesecretaris verschijnen, hetzij hem een ter post aangetekend schrijven richten. Bij aangetekend schrijven roept de commissiesecretaris de zeevisser op voor een nieuwe zitting van deze commissie. Wanneer de zeevisser een tweede maal verstek laat gaan, is een nieuw verzet niet meer ontvankelijk.

§ 2. De zeevisser mag zich tijdens de procedure tot schorsing of intrekking van de erkenning voor verdediging laten bijstaan.

§ 3. De administratieve commissie kan de zeevisser verzoeken om alle documenten voor te leggen die nuttig zijn om te worden onderzocht teneinde uit te maken of er voldaan is aan een voorwaarde voor de schorsing of de intrekking van de erkenning als zeevisser.

**Afdeling 3.** — Van rechtswege vervallen van de erkenning als zeevisser

**Art. 9.** - De erkenning als zeevisser vervalt in de volgende gevallen van rechtswege :

1° bij het overlijden van de erkende zeevisser;

2° bij het rustpensioen van de erkende zeevisser;

3° bij het vervroegd rustpensioen van de erkende zeevisser;

4° wanneer de zeevisser beroepsvreemd gaat werken gedurende een periode die vier weken overschrijdt, buiten het geval van schorsing van de erkenning op verzoek van de erkende zeevisser bedoeld bij artikel 6, lid 1, 3°;

5° wanneer de erkende zeevisser uitdrukkelijk of feitelijk afstand doet van zijn erkenning; met feitelijke afstand van de erkenning wordt bedoeld elke volgehouden houding en/of handelswijze van de zeevisser die er duidelijk op wijst dat hij geen arbeid meer wil verrichten als bemanningslid op een vissersschip in het kader van een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij.

*Section 4. — Occupation temporaire et exceptionnelle sans agrément*

**Art. 10.** - Peuvent être occupés, sans agrément, temporairement et de manière exceptionnelle sur un navire de pêche :

1° les mousses tels que visés par la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime;

2° le marin pêcheur non-agréé qui, dans le courant d'un voyage en mer, est engagé afin de remplacer un membre d'équipage d'un navire de pêche jusqu'au moment où la commission administrative a pris une décision concernant son agrément.

*CHAPITRE 2. — Le contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime*

**Art. 11.** - L'armateur peut, conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 mai 2003 signer une procuration par laquelle est donnée à la personne qui y est mentionnée la compétence pour agir au nom de l'armateur. Cette procuration doit être déposée par l'armateur auprès de l'organisme agréé d'employeur mentionné à l'article 15. Le préposé peut prouver son ou a qualité par la production d'une copie de cette procuration.

Les dispositions de l'alinéa précédant ne valent pas à l'égard du commandant qui, dans tous les cas, est tenu pour être le préposé de l'armateur.

**Art. 12.** - Les travaux visés à l'article 8, alinéa 2, de la loi du 3 mai 2003 qui, tenant compte de la fonction du marin pêcheur à bord et pour autant qu'ils relèvent des tâches normales de l'équipage, doivent être exécutés après l'accostage du navire de pêche sont les suivants :

1° le déchargement de la pêche;

2° le nettoyage et l'entretien du navire de pêche;

3 le rapport du voyage en mer.

Dans des circonstances déterminées et motivées, un certain laps de temps peut intervenir entre l'accostage du navire de pêche et l'exécution des travaux susvisés.

**Art. 13.** - Le contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime doit être conforme au modèle joint en annexe.

*CHAPITRE 3. — Obligations de l'armateur*

**Art. 14.** - En cas de perte, de dommage ou de destruction des biens personnels du marin pêcheur à la suite d'un naufrage, d'un feu à bord ou d'autres incidents imprévus ou d'un cas de force majeure, l'armateur paye aux marins pêcheurs du navire de pêche concerné une indemnité forfaitaire dont le montant est déterminé par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime. Lorsque dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté aucune convention collective de travail n'a pu être conclue le cadre de cette commission paritaire en vue de fixer cette indemnité forfaitaire, le Roi détermine ce montant.

Les parties peuvent convenir de commun accord d'un système d'indemnités plus favorable, en particulier lorsqu'il est question de biens personnels coûteux du marin pêcheur qui sont utilisés pour l'exercice de la fonction à bord et qui sont reconnus comme tels préalablement par écrit par le commandant. Si le commandant utilise lui-même de semblables biens personnels pour l'exercice de sa fonction à bord, la reconnaissance écrite préalable doit être donnée par l'armateur.

En cas de décès d'un ayant-droit, les indemnités sont payées à ses ayants-causes.

**Art. 15.** - Les employeurs qui relèvent de la Commission paritaire de la pêche maritime ont l'obligation de s'affilier auprès de l'organisation d'employeurs qui, conformément à l'article 26 de la loi du 3 mai 2003 sera agréée par Nous.

*Afdeling 4. — Tijdelijke en uitzonderlijke tewerkstelling zonder erkenning*

**Art. 10.** - Kunnen tijdelijk en op uitzonderlijke wijze zonder erkenning als zeevisser op een vissersschip worden tewerkgesteld :

1° de scheepsjongens als bedoeld bij de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisscherij;

2° de niet-erkende zeevisser die in de loop van een zeereis wordt aangeworven om een lid van de bemanning van een vissersschip te vervangen, tot op het ogenblik waarop de administratieve commissie een beslissing omtrent zijn erkenning heeft genomen.

*HOOFDSTUK 2. — De arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij*

**Art. 11.** - De reder kan, overeenkomstig artikel 7, § 1 van de wet van 3 mei 2003, een volmacht ondertekenen waarbij aan de daarin aangewezen persoon de bevoegdheid wordt verleend om namens de reder op te treden. Deze volmacht moet door de reder worden neergelegd bij de erkende organisatie van werkgevers, bedoeld bij artikel 15. De gemachtigde kan zijn of haar hoedanigheid bewijzen door voorlegging van een afschrift van deze volmacht.

De bepalingen van het vorig lid gelden niet ten aanzien van de schipper, die in elk geval geacht wordt gemachtigde van de reder te zijn.

**Art. 12.** - De bij artikel 8, lid 2, van de wet van 3 mei 2003 bedoelde werkzaamheden die, rekening houdend met de functie aan boord van de zeevisser en in zoverre dit tot de normale taken van de bemanning behoort, na het aanleggen van het vissersschip moeten worden verricht, zijn de volgende :

1° het lossen van de vangst;

2° het reinigen en onderhouden van het vissersschip;

3° de verslaggeving van de zeereis.

In bepaalde gemotiveerde omstandigheden kan zich een zeker tijdsverloop voordoen tussen het aanleggen van het vissersschip en het uitvoeren van de bedoelde werkzaamheden.

**Art. 13.** - De arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij moet in overeenstemming zijn met het als bijlage gevoegde model.

*HOOFDSTUK 3. — Verplichtingen van de reder*

**Art. 14.** - In geval van verlies, beschadiging of vernietiging van persoonlijke goederen van de zeevisser ten gevolge van schipbreuk, brand aan boord of andere onvoorziene voorvallen of overmacht, betaalt de reder aan de zeevissers van het betrokken vissersschip een forfaitaire vergoeding waarvan het bedrag bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten binnen het Paritair Comité voor de zeevisserij, wordt bepaald. Wanneer binnen een termijn zes maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de schoot van het voornoemd paritair comité geen collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van deze forfaitaire vergoeding is kunnen gesloten worden, bepaalt de Koning dit bedrag.

In onderling akkoord kunnen partijen een gunstiger vergoedingsregeling overeenkomen, inzonderheid wanneer sprake is van kostbare persoonlijke goederen van de zeevisser die voor de uitoefening van de functie aan boord worden aangewend en die voorafgaandelijk schriftelijk door de schipper als dusdanig worden erkend. Indien de schipper zelf dergelijke persoonlijke goederen voor de uitoefening van zijn functie aan boord aanwendt, dient de voorafgaande schriftelijke erkenning door de reder te worden gegeven.

Bij overlijden van een rechthebbende, wordt de vergoeding aan zijn rechtverkrijgenden uitbetaald.

**Art. 15.** - De werkgevers die onder het Paritair Comité voor de zeevisserij ressorteren, zijn verplicht zich aan te sluiten bij de organisatie van werkgevers die, overeenkomstig artikel 26 van de wet van 3 mei 2003, door Ons zal worden erkend.

CHAPITRE 4. — *Salaire du marin pêcheur*

**Art. 16.** - Le produit brut total de la pêche réalisée pendant le voyage en mer concerné, visé à l'article 29, alinéa 2, de la loi du 3 mai 2003, est le produit de la vente du poisson capturé pendant le voyage en mer, sans déduction d'un quelconque coût. Aucun coût ne peut être déduit de ce montant pour le calcul de la rémunération variable du marin pêcheur.

**Art. 17.** - § 1<sup>er</sup>. En cas d'aide, d'assistance et de remorquage d'un autre navire, au sens et dans les conditions déterminées par l'article 35, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 mai 2003, le marin pêcheur reçoit comme indemnité supplémentaire un pourcentage de l'indemnité que l'armateur perçoit de la part de la compagnie d'assurance du navire concerné. Ce pourcentage est égal au pourcentage qui est appliqué pour la fixation du salaire variable du marin pêcheur, conformément à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, de cette même loi.

En aucun cas, le montant de l'indemnité supplémentaire à laquelle le marin pêcheur a droit ne peut être inférieur au montant obtenu en multipliant le salaire journalier minimum garanti, déterminé en vertu de l'article 30, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée, par le nombre de jours dont le salaire du marin pêcheur a été amputé à la suite de l'aide, de l'assistance et du remorquage visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Si, dans le cas mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe précédent, l'armateur ne reçoit de la part la compagnie d'assurance du navire concerné aucune indemnité, le marin pêcheur perçoit une indemnité supplémentaire qui est égale au montant obtenu en multipliant le salaire minimum journalier garanti, déterminé en vertu de l'article 30, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée, par le nombre de jours dont le salaire du marin pêcheur a été amputé à la suite de l'aide, de l'assistance et du remorquage visés à l'alinéa précédent.

CHAPITRE 5. — *Dispositions particulières*

**Art. 18.** - Sans préjudice des attributions des officiers de la police judiciaire, sont désignés comme fonctionnaires et préposés chargés de la surveillance du respect de la loi du 3 mai 2003 et des arrêtés d'exécution dans les limites qui leur sont allouées par la loi et pour des questions qui sont de leurs compétences respectives :

1° les inspecteurs et les contrôleurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

2° les inspecteurs sociaux de la division du Contrôle de base de la Direction générale Contrôle Bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, travail et Concertation sociale;

3° les agents de l'Office national de l'Emploi désignés conformément à l'article 22 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier;

4° les inspecteurs et contrôleurs sociaux de l'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale;

5° les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux de la Direction générale des Services d'inspection de l'Office national de Sécurité sociale.

**Art. 19.** - La loi du 3 mai 2003 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2005, à l'exception de l'article 3, alinéa 2, lequel, en vertu de l'article 72 de la loi précitée, est déjà entré en vigueur le 20 juin 2003, jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** - Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2005.

**Art. 21.** - Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 3 mai 2003, *Moniteur belge* du 20 juin 2003.

HOOFDSTUK 4. — *Loon van de zeevisser*

**Art. 16.** - De totale bruto-opbrengst van de tijdens de betrokken zeereis gerealiseerde vangst, bedoeld bij artikel 29, lid 2, van de wet van 3 mei 2003, is de opbrengst van de verkoop van de vis die tijdens de zeereis werd gevangen, zonder aftrek van enige kosten. Van dit bedrag mogen, voor de berekening van het variabel loon van de zeevisser, geen kosten worden afgetrokken.

**Art. 17.** - § 1. In geval van hulp, bijstand en opsleping van een ander schip, in de zin en onder de voorwaarden bepaald bij artikel 35, § 1, van de wet van 3 mei 2003, ontvangt de zeevisser als bijkomende vergoeding een procentueel aandeel in de vergoeding die de reder vanwege de verzekeringsmaatschappij van het betrokken schip ontvangt. Dit procentueel aandeel is gelijk aan het procentueel aandeel dat overeenkomstig artikel 29, lid 1, van dezelfde wet wordt toegepast voor de vaststelling van het variabel loon van de zeevisser.

In geen geval mag het bedrag van de bijkomende vergoeding waarop de zeevisser recht heeft, lager zijn dan het bedrag dat bekomen wordt door het gewaarborgd minimumdagloon, vastgesteld krachtens artikel 30, § 1, van de voornoemde wet, te vermenigvuldigen met het aantal dagen waarop het loon van de zeevisser ingevolge de in het vorig lid bedoelde hulp, bijstand en opsleping werd aangetast.

§ 2. Zo, in het geval bedoeld in het eerste lid van de vorige paragraaf, de reder geen vergoeding ontvangt van de verzekeringsmaatschappij van het betrokken schip, ontvangt de zeevisser een bijkomende vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat bekomen wordt door het gewaarborgd minimumdagloon, vastgesteld krachtens artikel 30, § 1, van de voornoemde wet, te vermenigvuldigen met het aantal dagen waarop het loon van de zeevisser ingevolge de in het eerste lid van de vorige paragraaf bedoelde hulp, bijstand en opsleping werd aangetast.

HOOFDSTUK 5. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 18.** - Worden, onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, aangewezen als ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de naleving van de wet van 3 mei 2003 en de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de grenzen die hen krachtens die wet toegekend worden en voor de aangelegenheden die tot hun respectievelijke bevoegdheden behoren :

1° de inspecteurs en de sociaal-controleurs van de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

2° de sociaal-inspecteurs van de afdeling Basistoezicht bij de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

3° de ambtenaren van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aangesteld overeenkomstig artikel 22 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel;

4° de inspecteurs en de sociaal-controleurs van de sociale inspectie van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;

5° de sociaal-inspecteurs en sociaal-controleurs van de Algemene Directie van de Inspectiediensten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

**Art. 19.** - De wet van 3 mei 2003 treedt in werking op 1 april 2005, met uitzondering van artikel 3, tweede lid, dat op grond van artikel 72 van voornoemde wet reeds in werking is getreden op 20 juni 2003, dag waarop de wet in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

**Art. 20.** - Dit besluit treedt in werking op 1 april 2005.

**Art. 21.** - Onze Minister van Werk en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 3 mei 2003, *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 2003.

## Annexe

<b>CONTRAT D'ENGAGEMENT MARITIME POUR LA PECHE MARITIME</b>			
Nom, prénom et domicile resp. dénomination officielle et siège social de l'armateur			
Nom, prénom et domicile du préposé de l'armateur			
Nom, prénom et domicile du marin pêcheur			
Titulaire des certificats d'aptitude à la navigation suivants :			
Numéro d'agrément		Nom du navire	
Fonction		Numéro du navire	
Rémunération (%)		Port d'attache (registre)	
Mode de paiement de la rémunération		Lieu, date et heure de l'embarquement	
Le marin pêcheur déclare avoir été déclaré médicalement apte conformément aux prescriptions de l'article 6, § 3, de la loi du 3 mai 2003 et aux prescriptions de l'arrêté royal portant règlement sur l'inspection maritime.			
Conditions ou stipulations particulières :			
Ce contrat d'engagement a été conclu pour la durée d'un voyage en mer. Il a été fait en trois exemplaires. Le marin pêcheur reconnaît avoir reçu un exemplaire. L'armateur s'engage à envoyer immédiatement à l'organisation agréée d'employeurs un exemplaire de ce contrat d'engagement de même qu'une copie de chacun de ses renouvellements. Il s'engage aussi à mettre immédiatement cette organisation au courant de la fin du voyage en mer.			
Lieu et date de la conclusion du contrat d'engagement			
Nom, prénom, qualité et signature de l'armateur ou du préposé		Nom, prénom et signature du marin pêcheur	

<b>Renouvellement de ce contrat d'engagement dans toutes ses dispositions pour un nouveau voyage en mer</b>				
Date du renouvellement	Place, date et heure d'embarquement	Nom, prénom, qualité et signature de l'armateur ou du préposé	Nom, prénom et signature du marin pêcheur	Modification des conditions ou stipulations particulières

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 février 2005.

La Ministre de l'Emploi,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Affaires sociales,

R. DEMOTTE

## Bijlage

**ARBEIDSOVEREENKOMST WEGENS SCHEEPSDIENST VOOR DE ZEEVISSERIJ**

Naam, voornaam en woonplaats resp. officiële benaming en maatschappelijke zetel reder			
Naam, voornaam en woonplaats gemachtigde van de reder			
Naam, voornaam en woonplaats zeevisser			
Houder van volgende vaartbevoegdheidsbewijzen :			
Erkenningsnummer		Naam schip	
Functie		Nummer schip	
Loon (%)		Thuishaven (registratie)	
Wijze van betaling van het loon		Plaats, datum en uur van inscheping	
De zeevisser verklaart medisch geschikt te zijn verklaard overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3 van de wet van 3 mei 2003 en de bepalingen van het koninklijk besluit houdende zeevaartinspectiereglement.			
Bijzondere voorwaarden of bedingen :			
Deze arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor de duur van een zeereis. Zij werd in drievoud opgemaakt. De zeevisser erkent een exemplaar te hebben ontvangen. De reder verbindt zich ertoe een exemplaar van deze arbeidsovereenkomst evenals een afschrift van elke hernieuwing ervan onverwijld over te zenden aan de erkende organisatie van werkgevers. Hij verbindt er zich tevens toe deze organisatie onmiddellijk op de hoogte te brengen van het einde van de zeereis.			
Plaats en datum van sluiten van de arbeidsovereenkomst			
Naam, voornaam, hoedanigheid en handtekening reder of gemachtigde		Naam, voornaam en handtekening zeevisser	

**Hernieuwing van deze arbeidsovereenkomst in al haar bepalingen voor een nieuwe zeereis**

Datum hernieuwing	Plaats, datum en uur van inscheping	Naam, voornaam, hoedanigheid en handtekening reder of gemachtigde	Naam, voornaam en handtekening zeevisser	Wijziging bijzondere voorwaarden of bedingen

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 februari 2005.

De Minister van Werk,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Sociale Zaken,

R. DEMOTTE